



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 avril 2022
Français
Original : anglais

Pour décision

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2022

14-17 juin 2022

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

Affaires classées en 2021

Additif au rapport annuel du Bureau de l'audit interne et des investigations au Conseil d'administration pour 2021

Résumé

On trouvera dans le présent document l'additif au rapport annuel du Bureau de l'audit interne et des investigations au Conseil d'administration pour 2021 ([E/ICEF/2022/AB/L.5](#)), qui doit être considéré comme faisant partie de ce rapport.

L'additif présente des informations sur les affaires qui ont été classées par l'UNICEF en 2021. Au cours de l'année, le Bureau a enquêté sur 647 affaires, ce qui représente une augmentation de 24 % du nombre de dossiers par rapport à 2020, et il en a classé 310 en 2021, contre 254 en 2020, soit une augmentation de 22 %.

* [E/ICEF/2022/9](#).



Affaires classées en 2021

<i>N^oa</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
<i>Pots-de-vin, corruption ou rétro-commissions</i>				
1	Asie de l'Est et Pacifique	Acceptation d'un paiement par un membre du personnel pour une consultation avec une entité externe.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à la Division des ressources humaines.
2	Afrique de l'Est et australe	Sollicitation d'un pot-de-vin par un membre du personnel auprès d'un(e) candidat(e) dans le cadre d'une procédure de recrutement.	Néant	Allégations non étayées.
3		Collusion entre un partenaire de réalisation et un membre du personnel, qui aurait accepté un pot-de-vin.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
4	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Offre de pot-de-vin par un fournisseur de l'UNICEF pour se faire attribuer un marché.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
5		Facilitation, par un membre du personnel, d'un accord inacceptable et d'un paiement injustifié entre un partenaire de réalisation et une entité publique.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
6		Abus d'influence dans le cadre de la sélection de contrôleurs tiers par des membres du personnel et collusion avec des entités publiques.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration concernant l'autorisation d'ordres de paiement au partenaire.
7		Acceptation et consommation de drogues par un membre du personnel en échange du financement d'un programme.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
8	Asie du Sud	Offre de pots-de-vin à des candidats par le personnel du fournisseur dans le cadre d'un processus de sélection mené par un partenaire gouvernemental.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
9	Afrique de l'Ouest et centrale	Sollicitation, par un membre du personnel, de pots-de-vin auprès d'un partenaire de réalisation.	Néant	Allégations non étayées.
10		Abus d'influence par un membre du personnel dans le cadre de l'attribution de contrats de l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
11		Offre de pots-de-vin à des membres du personnel par un partenaire public de réalisation en utilisant des fonds appartenant à l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
<i>Cambriolage, vol qualifié, ou détournement de biens ou de fonds appartenant à l'UNICEF</i>				
12	Afrique de l'Est et australe	Vol, par un membre du personnel, d'équipement de protection (motocycle) dans un entrepôt de l'UNICEF.	551,28	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Licenciement du membre du personnel et recouvrement du coût de

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
13		Fournitures stockées dans un entrepôt de l'UNICEF non enregistrées et non comptabilisées correctement par un membre du personnel.	7 820,60	l'équipement volé, le montant ayant été imputé sur le salaire final qui lui a été versé. Allégations non étayées, bien que la perte financière ait été établie. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
<i>Protection de l'enfance</i>				
14	Europe et Asie centrale	Conduite répréhensible du personnel d'un partenaire de réalisation dans la gestion d'une bagarre entre groupes d'enfants.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
15		Attouchements déplacés d'enfants et publications dans les médias sociaux par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
16		Négligence de la part du personnel d'un partenaire de réalisation ayant entraîné des violences corporelles entre enfants.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
17		Violence morale et violences physiques contre des enfants par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
18		Enfant pris en photo à des fins promotionnelles par un membre du personnel sans l'accord des parents.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
19	Afrique de l'Est et australe	Initiation d'un projet de mariage avec une enfant de 16 ans par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
20		Enlèvement d'un enfant par un membre du personnel.	Néant	Allégations non étayées.
21	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Multiplés informations concernant le clip vidéo d'un chanteur sans lien clair avec l'UNICEF dans lequel apparaît un enfant.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations.
22		Utilisation d'une photo d'un enfant à des fins promotionnelles par un membre du personnel sans l'accord des parents.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
23	Asie du Sud	Faits de violence morale commis contre un enfant présentant une déficience visuelle par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
<i>Fraude aux prestations</i>				
24	Afrique de l'Est et australe	Enregistrement de données erronées par un membre du personnel concernant une absence en dehors du lieu d'affectation ayant abouti à un trop-perçu au titre de la prime de danger.	6 211,00	Renvoi à la Division des ressources humaines et à des bureaux de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
25		Enregistrement de données erronées par un membre du personnel concernant une absence en dehors du lieu d'affectation ayant abouti à un trop-perçu au titre de la prime de danger.	3 174,20	Renvoi à des bureaux de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
26		Absentéisme et demande frauduleuse d'indemnité journalière de subsistance par un(e) Volontaire des Nations Unies.	340,00	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
27		Enregistrement de données erronées par un membre du personnel concernant une absence en dehors du lieu d'affectation ayant abouti à un trop-perçu au titre de la prime de danger.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
28		Enregistrement de données erronées par un membre du personnel concernant une absence en dehors du lieu d'affectation ayant abouti à un trop-perçu au titre de la prime de danger.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
29	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Fausse déclaration concernant l'endroit où se trouvait un membre du personnel pendant des congés ayant abouti à un trop-perçu au titre de la prime de danger.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
30	Afrique de l'Ouest et centrale	Menace lancée par un ancien membre du personnel contre un membre du personnel en exercice lors d'échanges relatifs aux droits à prestations et aux pensions.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
<i>Fraude et falsification</i>				
31	Europe et Asie centrale	Falsification de diplômes universitaires par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
32	Afrique de l'Est et australe	Falsification de documents officiels de l'UNICEF et présentation de fausses factures par un membre du personnel.	76 949,46	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
33		Présentation par un membre du personnel d'une demande frauduleuse d'indemnité journalière de subsistance.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
34	Siège	Falsification d'une signature et apposition non autorisée d'un cachet de l'UNICEF sur un certificat d'emploi par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Rétrogradation d'une classe d'un membre du personnel, dont la faculté de prétendre à une promotion a été suspendue pendant deux ans.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
35		Présentation d'informations trompeuses à l'administration par un fournisseur.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
36		Utilisation d'une lettre et d'un dossier frauduleux concernant les vaccins contre la COVID-19 qui auraient prétendument été adressés par le (la) chef d'une équipe spéciale des Nations Unies.	Néant	Renvoi au (à la) conseiller(ère) juridique de l'UNICEF aux fins d'un possible renvoi devant les autorités locales.
37		Utilisation d'un document potentiellement frauduleux de l'UNICEF autorisant une société externe à être un agent d'approvisionnement du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.	Néant	Renvoi au (à la) conseiller(ère) juridique de l'UNICEF aux fins d'un possible renvoi devant les autorités locales.
38	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Présentation par un membre du personnel d'une fausse facture pour des frais de scolarité en vue d'obtenir une avance de traitement.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
39		Sollicitation de pots-de-vin par un membre du personnel qui travaillait alors auprès d'une autre entité des Nations Unies et aurait présenté de faux diplômes à l'UNICEF.	Néant	Allégations non étayées.
40		Corruption liée à la facturation de frais pour l'administration de vaccins contre la COVID-19, sans lien clair avec l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations.
41		Fraude par des établissements de santé percevant des primes de danger destinées aux agents de santé.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
42	Afrique de l'Ouest et centrale	Immixtion d'un membre du personnel dans une procédure de recrutement.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
43		Paiements non autorisés reçus par un membre du personnel et versés par un partenaire de réalisation.	2 785,00	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
44		Présentation de faux documents de l'UNICEF à une ambassade par un membre du personnel à l'appui d'une demande de visa pour des voyages personnels.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Licenciement du (de la) membre du personnel.
45		Apposition injustifiée par un membre du personnel d'un cachet de l'UNICEF sur des documents présentés à l'appui d'une demande frauduleuse de visa.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Rétrogradation de deux échelons de grade du membre du personnel, qui a également été tenu de suivre de nouveau la formation

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
				obligatoire de sensibilisation à la fraude.
<i>Utilisation frauduleuse par des tiers de fonds destinés aux programmes</i>				
46	Europe et Asie centrale	Risque élevé de détournement de fournitures détecté lors d'un audit spécial d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
47		Écarts entre les sommes versées au personnel et les montants facturés à l'UNICEF par un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
48		Détournement de fonds et falsification par un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
49		Détournement de fonds et incapacité de rendre compte de la consommation de carburant par un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
50	Afrique de l'Est et australe	Non-exécution d'activités relatives aux programmes et non-versement des salaires par un partenaire de réalisation.	156 925,00	Affaire classée après une évaluation initiale.
51		Présentation de documents falsifiés, dissimulation d'un conflit d'intérêts et pratique des pots-de-vin par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Rapport d'enquête transmis à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
52		Tentative de versement, par le personnel d'un partenaire de réalisation, de pots-de-vin à un auditeur externe engagé par l'UNICEF.	3 659,07	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
53		Irrégularités financières, documents falsifiés et déficiences du contrôle interne par un partenaire de réalisation.	92 735,00	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
54		Tentative de versement de pots-de-vin à des agents de l'État et détournement de fournitures médicales par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
55		Utilisation abusive de fonds destinés à des projets et irrégularités en matière d'achats par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
56		Non-exécution de projets ou retards dans l'exécution de projets liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) par un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
57		Non-exécution de projets et non-versement des salaires par un partenaire de réalisation.	30 000,00	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
58		Fraude dans la passation de marchés par un partenaire public de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
59	Siège	Mauvaise gestion des fonds d'un partenaire de réalisation par son personnel.	Néant	intervention de l'administration. À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
60		Utilisation abusive de fonds alloués à un programme liée au non-versement des salaires d'agents de l'État.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
61		Fraude liée à des transferts en espèces faits aux bénéficiaires par le personnel du fournisseur.	560,00	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire car les autorités locales ont pris des mesures et les sommes transférées ont été remboursées.
62		Utilisation abusive de fonds alloués à un programme par d'anciens membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
63		Détournement d'actifs financiers et irrégularités en matière d'achats par un membre du personnel d'un comité national pour l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
64		Traitement préférentiel de deux partenaires de réalisation par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
65		Utilisation du solde inutilisé d'un compte par un partenaire de réalisation afin de financer un poste nouvellement pourvu.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
66		Non-respect de clauses du contrat, irrégularités financières et irrégularités en matière d'achats par un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
67		Avantages financiers indus accordés à des agents de l'État par un partenaire de réalisation.	Néant	Rapport d'enquête transmis à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
68		Irrégularités relatives au versement des salaires des agents de santé d'établissements de santé liées à un programme de l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
69	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Irrégularités dans le versement des salaires par un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après désistement de plainte.
70		Usurpation de noms de domaine en vue de se faire passer pour des membres du personnel de l'UNICEF ayant eu pour effet qu'un partenaire de réalisation a reversé des fonds sur le compte bancaire d'un tiers.	533 174,56	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
71		Manipulation financière, dont la falsification de reçus en vue de dissimuler des coûts d'approvisionnement et des anomalies	6 000,00	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		concernant les salaires, par un partenaire de réalisation.		
72	Asie du Sud	Corruption et irrégularités en matière de recrutement de la part d'un partenaire public de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
73		Irrégularités de recrutement de la part du partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
74		Irrégularités en matière d'achats et argent demandé au personnel hors siège par le personnel d'un fournisseur.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
75		Corruption, falsification de documents et népotisme, par un partenaire public de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
76		Manipulation des procédures d'achats par le personnel, ancien et actuel, d'un partenaire de réalisation en vue de donner l'avantage à des sociétés d'une région particulière.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
77	Afrique de l'Ouest et centrale	Présentation de documents financiers trompeurs et fabriqués de toutes pièces et détournement de fonds par un partenaire de réalisation.	Néant	Allégations non étayées. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
78		Détournement de fonds par l'élaboration d'un accord de prêt fictif par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Allégations non étayées. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
79		Détournement de fonds et sollicitation de pots-de-vin par un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
80		Détournement de fonds destinés à un projet et sollicitation de pots-de-vin par un partenaire de réalisation avec l'aide d'un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
81		Détournement de fonds et établissement de fausses factures par un partenaire de réalisation pour faire valider des dépenses.	Néant	Allégations non étayées. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
82		Abandon d'un projet de l'UNICEF et vente des produits restants liés au programme afin d'en tirer un avantage financier, par le personnel du partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
83		Présentation de faux documents pour des paiements liés au programme, manœuvre visant à monnayer des services et dissimulation délibérée d'éléments de preuve par un partenaire de réalisation.	170 950,00	Rapport d'enquête transmis à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
84		Manquement aux obligations contractuelles et abandon du programme par un partenaire de réalisation.	40 191,42	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
85		Détournement de fonds et de ressources du programme, présentation de faux documents et népotisme, par d'anciens membres du personnel du partenaire public de réalisation.	57 551,00	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
86		Courriels frauduleux adressés par une personne inconnue prétendant être membre du personnel de l'UNICEF à un partenaire de réalisation à qui elle a demandé que des fonds soient reversés sur le compte bancaire d'un tiers.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
87		Détournement de fonds et non-versement des salaires du personnel par un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
88		Fraude liée à la certification en série de dépenses au titre de programmes au moyen de la reproduction d'empreintes digitales par le personnel d'un partenaire de réalisation.	67 890,36	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
89		Fraude liée à un projet financé par l'UNICEF, par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
90		Vol de produits nutritionnels et pratique des pots-de-vin par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
91		Non-versement des salaires du personnel et présentation de fiches de paie frauduleuses à l'UNICEF, par un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
92		Fraude liée à l'exécution d'activités dans le cadre d'un projet et détournement de fonds, par un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
93		Présentation de faux documents dans le cadre d'un projet relatif à la santé, par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
94		Fraude liée à des incohérences entre le budget et les dépenses effectives d'un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.

Irrégularités de gestion graves ayant entraîné des pertes financières ou porté atteinte à la réputation de l'UNICEF

95	Afrique de l'Est et australe	Irrégularités de gestion, un membre du personnel ayant certifié à tort des lettres de transport manuscrites.	Néant	Allégations non étayées.
----	------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	--------------------------

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
96	Afrique de l'Ouest et centrale	Négligence et atteintes à la sécurité par des membres du personnel ayant abouti à un acte de piraterie routière et au vol d'un véhicule de l'UNICEF.	21 708,21	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Blâme écrit reçu par un membre du personnel, dont le droit à toute augmentation périodique a été suspendu pendant une période de trois ans et qui a perdu cinq échelons de classe.
97		Négligence de la part d'un membre du personnel, qui a accepté la livraison d'un nombre de générateurs inférieur à celui qui avait été acheté.	16 487,00	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
<i>Harcèlement et abus d'autorité</i>				
98	Asie de l'Est et Pacifique	Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, remarques désobligeantes et blessantes, et menaces de non-renouvellement de contrat par un membre du personnel à l'endroit d'un autre membre du personnel.	Néant	Allégations non étayées.
99		Brimades et humiliations infligées à un membre du personnel par d'autres membres du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
100		Brimades constantes dirigées par un membre du personnel contre une personne travaillant sous sa supervision et abus d'influence dans le cadre de procédures d'achat et de recrutement.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvois à des bureaux de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
101		Communications trop agressives et déplacées de la part d'un membre du personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, la personne ayant allégué ces faits n'ayant pas souhaité déposer une plainte formelle.
102	Europe et Asie centrale	Emploi d'un style d'encadrement démoralisant par un membre du personnel envers les personnes sous sa supervision ayant entraîné un stress excessif.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
103		Harcèlement et abus d'autorité constants, dont l'emploi de propos accusateurs et de brimades par un membre du personnel contre d'autres membres du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
104		Défaut d'encadrement, harcèlement et discrimination fondée sur le genre, par un membre du personnel contre des personnes travaillant sous sa supervision.	Néant	Allégations non étayées.
105	Afrique de l'Est et australe	Intimidation, agression verbale et menaces de renvoi, par un membre du	Néant	Allégations non étayées.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		personnel à l'endroit de personnes travaillant sous sa supervision.		
106		Intimidation, agression verbale et menaces de renvoi, par un membre du personnel à l'endroit de personnes travaillant sous sa supervision.	Néant	Allégations non étayées.
107		Harcèlement, discrimination et non-vernement d'honoraires de consultation, par des membres du personnel contre un(e) ancien(ne) consultant(e).	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
108		Mauvaise gestion du non-renouvellement du contrat d'un(e) consultant(e) et abus d'influence dans le cadre de procédures de recrutement afin de donner l'avantage à des candidats d'une nationalité précise, par des membres du personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
109		Autorisation d'un congé sans solde non donnée par un membre du personnel qui a également exigé d'une personne travaillant sous sa supervision qu'elle écourte son congé sans solde.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
110		Abus d'autorité et discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, à savoir des menaces proférées par un membre du personnel à l'endroit du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
111		Comportement humiliant, cris et remarques pernicieuses, de la part d'un membre du personnel à l'endroit d'une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'auteur de la plainte ayant décidé de rechercher un règlement à l'amiable.
112		Remarques pernicieuses de la part d'un membre du personnel qui se serait immiscé dans une élection au sein d'une association du personnel et n'aurait pas examiné une autre plainte.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
113	Siège	Abus d'autorité et discrimination fondée sur le genre par un membre du personnel à l'égard d'une personne travaillant sous sa supervision, ayant abouti à la création d'un climat d'hostilité sur le lieu de travail.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la direction.
114		Traitement injuste lié au genre et au handicap infligé à un membre du personnel par un autre membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
115		Message à caractère discriminatoire diffusé dans les médias sociaux par un membre du personnel d'un comité national.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, le comité national ayant déjà été informé et ayant pris des mesures.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
116		Abus d'autorité, manque de professionnalisme sur le lieu de travail, obstruction à une procédure de médiation informelle et irrégularités en matière de recrutement et sur le plan opérationnel, par un membre du personnel à l'endroit d'une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvois à la Division des ressources humaines et à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
117		Brimades dirigées par un membre du personnel contre un autre membre du personnel lors d'une réunion.	Néant	Affaire classée après désistement de plainte.
118		Création d'un climat d'hostilité sur le lieu de travail par un membre du personnel, à savoir intimidation, refus de parler de questions liées au travail, rejet de demandes de congé et communication de fausses informations au Bureau de l'audit interne et des investigations dans le cadre d'une enquête.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
119		Brimades, népotisme, malversations et mauvais encadrement, par un membre du personnel à l'endroit d'un autre membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
120		Discrimination raciale et religieuse à l'égard d'un membre du personnel par d'autres membres du personnel et parti-pris, absence de transparence et iniquité dans l'encadrement du premier par ces derniers.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
121		Discrimination ethnique par une personne inconnue qui a laissé un message vocal menaçant à un membre du personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
122	Amérique latine et Caraïbes	Réprimandes, cris et non-prise en compte, par un membre du personnel, d'observations faites par des personnes travaillant sous sa supervision.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
123		Harcèlement et communication agressive d'un ancien membre du personnel d'un fournisseur dirigés contre des membres du personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
124		Humiliation publique, accusations d'activités frauduleuses et gestion arbitraire de la performance d'autres membres du personnel par un membre du personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
125		Harcèlement au travail et discrimination fondée sur l'âge, par un membre du personnel à l'endroit d'une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
126		Menaces relatives à la performance et à la prorogation de contrats proférées à un membre du personnel par un autre membre du personnel qui se serait également comporté de manière	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Avertissement adressé par écrit au membre

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		agressive et humiliante envers le premier.		du personnel en question, qui a dû suivre une formation supplémentaire et a été réaffecté dans un autre lieu d'affectation. Note versée au dossier administratif de l'intéressé(e) pour une durée de trois ans.
127		Cris et brimades dirigées par un membre du personnel contre un autre membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
128		Harcèlement, abus d'autorité et discrimination par un membre du personnel à l'endroit d'une personne travaillant sous sa supervision dans le cadre d'un plan de mise à niveau, ayant abouti à la création sur le lieu de travail d'un climat de vexation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
129		Création sur le lieu de travail d'un climat d'hostilité, par les propos et le comportement agressifs, insultants et humiliants et les attentes excessives d'un membre du personnel envers une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Allégations non étayées.
130		Propos blessants et menaçants et attribution de tâches incompatibles et d'activités à réaliser en dehors des heures de travail par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
131	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Brimades, intimidation et traitement injuste par un membre du personnel d'une personne travaillant sous sa supervision et création d'un milieu de travail toxique par le premier.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
132		Harcèlement et abus d'autorité par un responsable à l'endroit d'une personne travaillant sous sa supervision, le premier aurait ainsi modifié des priorités, fixé des échéances qui ne pouvaient pas être respectées et fait preuve de discrimination fondée sur le genre.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
133		Cris, incompétence en matière d'encadrement, manque de professionnalisme dans les échanges avec des partenaires extérieurs et recours aux services de tiers à des fins personnelles par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
134		Imposition indue d'un plan de mise à niveau par un membre du personnel, dont le comportement était également abusif, à une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
135		Obstruction délibérée et surveillance excessive, par un membre du personnel, des activités d'une personne travaillant sous sa supervision en vue de porter atteinte à la réputation de cette personne aux fins de la suppression du poste. Violation, par un membre du personnel, de l'obligation de confidentialité concernant une demande de congé maladie.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à la Division des ressources humaines.
136		Harcèlement, abus d'autorité, discrimination raciale et irrégularités de gestion liées aux droits à prestations par des membres du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
137		Cris et propos désobligeants et accusateurs lancés par des membres du personnel à l'endroit d'un(e) Volontaire des Nations Unies.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, la personne ayant allégué ces faits n'ayant pas déposé de plainte formelle ni consenti à l'ouverture d'une enquête officielle.
138		Pratiques injustes et racisme dans le cadre de la suppression de plusieurs postes.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
139	Asie du Sud	Harcèlement et abus d'autorité systématiques de la part de membres du personnel, dont une manœuvre visant à mettre fin de manière indue au contrat de l'auteur de la plainte.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
140		Remarques pernicieuses et observations fallacieuses faites par un membre du personnel dans le cadre de l'évaluation de la performance d'une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
141		Harcèlement sur le lieu de travail, brimades et recours à des menaces par un membre du personnel en vue d'amener un(e) consultant(e) à accepter une rémunération plus faible.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
142		Harcèlement et abus d'autorité par un membre du personnel, notamment des brimades et des remarques déplacées et menaçantes à l'égard d'une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Allégations non étayées.
143		Propos déplacés de la part d'un membre du personnel, qui aurait également demandé à une personne sous sa supervision de travailler pendant ses congés annuels.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
144		Demande adressée par l'auteur de la plainte au Bureau des services de contrôle interne afin qu'il soit procédé à un examen indépendant d'une évaluation par le Bureau de l'audit interne et des investigations d'allégations de conduite	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, la requête ne fournissant pas d'informations supplémentaires qui auraient

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		prohibée ayant trait à des problèmes de performance, au harcèlement et à l'abus d'autorité.		permis d'examiner plus avant la question.
145		Menaces de non-renouvellement de contrat formulées par un membre du personnel qui aurait également obligé une personne travaillant sous sa supervision à travailler en dehors des heures de bureau.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
146		Manquement de la part d'un membre du personnel, qui n'aurait pas offert à un nouveau membre du personnel de possibilités d'apprentissage et d'orientation appropriées.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
147	Afrique de l'Ouest et centrale	Style de communication agressif et dévalorisant affiché par un membre du personnel ayant abouti à la création d'un milieu de travail toxique.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
148		Harcèlement systématique de la part de membres du personnel qui se seraient notamment immiscer dans des affaires personnelles et auraient divulgué des informations financières personnelles et écourté la durée de la prorogation du contrat d'un membre du personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
149		Initiative abusive d'un membre du personnel visant à ce que les fonctions d'une personne travaillant sous sa supervision soient modifiées et comportement condescendant et humiliant de sa part.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
150		Immixtion dans des tâches officielles, comportement dévalorisant et création sur le lieu de travail d'un climat d'hostilité par un membre du personnel qui aurait délibérément provoqué des malentendus.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
151		Discrimination raciale et abus d'autorité liés à une décision ayant trait à une suppression de poste.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
152		Racisme systémique principalement lié au mode de recrutement et à la suppression de postes dans un bureau de pays de l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
153		Attribution indue de tâches et imposition, par un membre du personnel, d'un plan de mise à niveau à une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'auteur de la plainte ayant choisi de saisir le Bureau de l'Ombudsman.
154		Non-attribution, par un membre du personnel, de tâches correspondant aux fonctions de personnes travaillant sous sa supervision.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'auteur de la plainte ayant choisi de saisir le Bureau de l'Ombudsman.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
				chargé des fonds et programmes des Nations Unies.
155		Non-prise en compte de propositions concernant les activités de programme et distribution de fournitures à des partenaires de réalisation privilégiés par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
156		Immixtion dans des activités et suppression abusive, par un membre du personnel, du poste d'une personne travaillant sous sa supervision et commentaires désobligeants faits par le membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
<i>Comportement répréhensible de la part de membres du personnel</i>				
157	Asie de l'Est et Pacifique	Accident de la route mortel concernant un membre du personnel conduisant un véhicule de l'UNICEF.	Néant	Mémorandum consultatif adressé à un bureau de l'UNICEF.
158	Europe et Asie centrale	Violation de la confidentialité de données par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
159		Manquement de la part d'un membre du personnel d'appoint d'un partenaire, l'intéressé(e) n'ayant pas déclaré faire l'objet d'une enquête ouverte par une autre organisation et les autorités nationales lors du recrutement.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
160	Afrique de l'Est et australe	Obstruction à un audit d'un bureau de pays par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
161		Manquement de la part d'un membre du personnel, qui n'a pas déclaré faire l'objet d'une enquête ouverte par un ancien employeur et les autorités nationales lors de son recrutement par l'UNICEF.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.
162		Différends et comportement déplacé de membres du personnel dans le cadre d'une élection au sein de l'association du personnel de l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
163		Fausse déclaration concernant les diplômes par un membre du personnel lors de son recrutement par l'UNICEF.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.
164		Violences physiques intrafamiliales commises par un membre du personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'auteur de la plainte n'ayant pas consenti à l'ouverture d'une enquête officielle.
165		Manquement à une obligation personnelle de la part d'un membre du personnel, à savoir le non-versement d'une pension alimentaire.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
166		Remarques déplacées et créant des divisions par un membre du personnel, qui aurait divulgué des informations personnelles concernant des membres du personnel et modifié de manière arbitraire les notes d'évaluation de la performance de personnes travaillant sous sa supervision.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
167		Implication d'un membre du personnel dans l'enlèvement d'un enfant.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
168	Siège	Relations intimes avec d'autres membres du personnel et envoi de messages déplacés et de photos à caractère sexuel par un membre du personnel.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.
169		Appels téléphoniques anonymes inquiétants et à caractère sexuel passés à un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
170		Tricherie lors de l'examen d'aptitudes linguistiques, par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Le membre du personnel a reçu un blâme écrit.
171		Violation de la confidentialité et divulgation de fausses informations à des parties extérieures par un membre du personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
172		Détention d'un membre du personnel par les autorités locales dans le cadre d'allégations de voies de fait contre un agent de police.	Néant	Renvoi à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
173		Représentation trompeuse des activités du comité national sur les médias sociaux par un(e) volontaire auprès d'un comité national.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
174		Faits de violence domestique commis par un membre du personnel d'une autre entité des Nations Unies.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
175		Utilisation de fonds publics par un membre du personnel d'un comité national en vue de financer des voyages personnels.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, le comité national ayant déjà été informé.
176	Amérique latine et Caraïbes	Rapports sexuels monnayés, utilisation du statut diplomatique à des fins abusives et abandon moral d'enfant par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
177		Favoritisme et traitement préférentiel accordé à un partenaire de réalisation et à un agent de l'État par un membre du personnel en raison d'une relation personnelle.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
178		Divulgence d'un document confidentiel à d'autres collègues par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
				gestion. Décision de ne pas ouvrir d'instance disciplinaire.
179		Utilisation de médias sociaux et d'un poste à l'UNICEF par un membre du personnel pour diffuser des idées politiques et exprimer son soutien à certains groupes politiques.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
180		Fausse déclaration concernant des titres universitaires et présentation d'un diplôme universitaire frauduleux par un membre du personnel lors de son recrutement par l'UNICEF.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
181	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Inscription d'un fournisseur sur une liste d'exclusion par un membre du personnel en raison d'un différend personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
182		Échanges déplacés avec le personnel d'un fournisseur de la part d'un membre du personnel, qui aurait également porté de fausses accusations contre le premier.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
183	Asie du Sud	Présentation de faux documents à l'appui de l'achat d'un bien personnel et entrée par effraction dans cette propriété par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
184		Utilisation de privilèges diplomatiques à des fins abusives par un membre du personnel qui a acheté une voiture en franchise de droits pour le compte d'un tiers.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Blâme écrit reçu par le membre du personnel, qui a perdu quatre échelons de classe.
185		Faits de violence domestique commis par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
186		Consommation d'alcool et de drogues par des membres du personnel d'un prestataire de services extérieur qui ont également soutiré de l'argent à des clients.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
187		Faits de violence domestique commis par un membre du personnel contre son(sa) conjoint(e) et ses enfants.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
188		Exploitation affective et menaces de la part d'un ancien membre du personnel à l'endroit d'une personne sans affiliation claire avec l'UNICEF.	Néant	Allégations non étayées.
189	Afrique de l'Ouest et centrale	Messages publiés dans les médias sociaux par un membre du personnel qui y critiquait les hauts responsables d'organisations internationales.	Néant	Renvoi à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
190		Actes de violence physiques et verbale et de maltraitance financière commis contre des membres de sa famille par un membre du personnel ayant également invoqué son statut de fonctionnaire	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		international dans une lettre adressée à un agent de l'État au sujet d'une affaire personnelle.		
191		Message à caractère antisémite et désobligeant publié sur les médias sociaux par un membre du personnel.	Néant	Renvoi à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
192		Accident de la route mortel concernant un membre du personnel conduisant un véhicule de l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
<i>Fraude à l'assurance médicale</i>				
193	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Présentation de faux documents à l'appui d'une demande de remboursement de frais médicaux par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
194	Afrique de l'Ouest et centrale	Présentation de faux documents à l'appui d'une demande de remboursement et d'une demande d'avance de traitement par un membre du personnel.	Néant	Allégations non étayées.
<i>Divers</i>				
195	Afrique de l'Est et australe	Non-remboursement et non-délivrance de certificats d'achèvement d'une campagne aux volontaires.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
196		Détournement de fonds lié à un projet tenu secret financé par l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
197		Versement à titre gracieux effectué au profit de la famille d'une personne décédée à la suite d'un accident de la route impliquant un véhicule de l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
198	Siège	Hameçonnage visant des membres du personnel et usurpant leur identité.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'analyse scientifique n'ayant fait apparaître aucun lien avec l'UNICEF.
199		Escroquerie relative à une offre de stage publiée au nom de l'UNICEF sur un site Web sur lequel était affiché le logo de l'UNICEF.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration. Suppression du site Web par les forces de l'ordre.
200		Remarques déplacées faites sur les médias sociaux par un membre du personnel d'un comité national.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
201		Irrégularités de gestion, irrégularités financières et garanties insuffisantes de la part d'un comité national.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
202		Préoccupations exprimées par un membre du personnel au sujet de l'approbation par un supérieur hiérarchique d'une demande de télétravail hors lieu d'affectation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
203	Amérique latine et Caraïbes	Diffusion d'un message déplacé sur les médias sociaux et envoi par courriel d'un contenu à caractère sexuel à un membre du personnel par une personne inconnue.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, aucun lien avec l'UNICEF n'ayant été établi.
204		Matériels pornographiques enregistrés par un membre du personnel sur son ordinateur professionnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, le Bureau des services de contrôle interne ayant traité le dossier sans intervention du Bureau de l'audit interne et des investigations.
205	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Non-émission d'un ordre de paiement au fournisseur par un membre du personnel qui aurait également agi de manière peu scrupuleuse.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
206	Asie du Sud	Utilisation à des fins abusives de services d'ambulance qui seraient financés par l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
207		Intervention d'un sous-traitant d'un partenaire de réalisation dans une enquête pénale en cours.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations.
208	Afrique de l'Ouest et centrale	Manque de professionnalisme et comportement insultant d'un ancien membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
209		Conduite répréhensible d'un membre du personnel concernant un litige personnel d'ordre juridique.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
<i>Irrégularités en matière d'achats</i>				
210	Afrique de l'Est et australe	Irrégularités en matière d'achats et corruption concernant un contrat non divulgué de l'UNICEF.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, l'auteur de la plainte n'ayant pas souhaité fournir les informations supplémentaires demandées.
211	Amérique latine et Caraïbes	Irrégularités en matière d'achats, dont la présentation de documents erronés et des relations d'affaires entre des sociétés soumissionnaires.	Néant	Allégations non étayées.
212	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Assistance injustifiée fournie par un ancien membre du personnel, dans le cadre de l'inscription auprès de l'UNICEF, à un fournisseur potentiel ayant ainsi bénéficié d'un avantage notable.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
213		Manque de transparence et d'équité de la part de membres du personnel lors d'une procédure d'achat.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
214	Asie du Sud	Manque d'équité, de transparence et de réelle mise en concurrence effective de la part de membres du personnel dans le cadre d'une procédure d'achat.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
215		Manque d'équité, des avantages indus ayant été accordés dans le cadre d'une procédure d'achat gérée par des membres du personnel.		Affaire classée après une évaluation initiale.
216		Acceptation d'un devis d'un candidat après la date limite de soumission dans le cadre d'une procédure d'achat concernant l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
<i>Irrégularités en matière de recrutement</i>				
217	Asie de l'Est et Pacifique	Divulgaration d'informations confidentielles et prise en considération de la candidature d'une personne n'ayant pas les qualifications requises dans le cadre du recrutement d'un(e) consultant(e).	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
218	Europe et Asie centrale	Recrutement par un membre du personnel d'un(e) candidat(e) ne possédant pas la nationalité requise dans l'avis de vacance de poste.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
219		Erreur ayant entraîné la divulgation fortuite des résultats d'un examen à d'autres candidats dans le cadre d'une procédure de recrutement.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
220	Afrique de l'Est et australe	Communication des réponses à une épreuve écrite à un(e) candidat(e) par un membre du personnel qui a organisé une épreuve de recrutement.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
221		Retrait d'une invitation à un entretien qui avait été adressée à un(e) candidat(e) dans le cadre d'une procédure de recrutement.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
222		Communication des réponses à une épreuve écrite à un(e) candidat(e) par un membre du personnel qui a organisé une épreuve de recrutement.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
223		Préférence donnée à des amis et des membres de la famille dans le cadre de procédures de recrutement, utilisation abusive de ressources de l'entité, jours de congé non déclarés et comportement déplacé, par un membre du personnel.	113	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
224	Amérique latine et Caraïbes	Irrégularités, notamment abus d'influence dans le cadre de l'évaluation technique lors du recrutement d'un(e) consultant(e).	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
225	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Assistance fournie à un(e) candidat(e) externe par un membre du personnel lors d'une épreuve de recrutement en ligne.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
226		Communication, par un membre du personnel, du questionnaire et des réponses concernant l'entretien à un(e) candidat(e) participant à un processus de recrutement.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
227		Manque de transparence et corruption dans le cadre de recrutements et difficultés d'ordre général liées aux ressources humaines qui ont démoralisé le personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
228	Asie du Sud	Communication d'informations par un membre du personnel à la personne qui encadrerait un(e) stagiaire(e), lui faisant savoir que ce ou cette dernière avait postulé à d'autres emplois à l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
229	Afrique de l'Ouest et centrale	Manquement de la part d'un membre du personnel qui n'avait pas fait savoir, lors d'une procédure de recrutement, que son ancien employeur avait pris des mesures disciplinaires à son encontre pour faute.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Licenciement du (de la) membre du personnel.
230		Irrégularités concernant le cas d'un(e) candidat(e) qui avait été invité(e) à un entretien dans le cadre d'une procédure de recrutement sans qu'un entretien n'ait lieu par la suite avec cette personne.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
<i>Représailles</i>				
231	Asie du Sud	Représailles de la part d'un membre du personnel après qu'une personne travaillant sous sa supervision a exprimé des inquiétudes quant à une faute professionnelle qu'aurait peut-être commise une personne employée par un fournisseur.	Néant	Bilan d'enquête transmis au Bureau de la déontologie.
<i>Agression sexuelle</i>				
232	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Agression sexuelle d'une personne n'ayant aucun lien clair avec l'UNICEF pendant l'acheminement de l'aide par un membre du personnel.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire.
233	Asie du Sud	Agression sexuelle contre un(e) Volontaire des Nations Unies par plusieurs autres Volontaires des Nations Unies, une de ces personnes étant depuis devenue membre du personnel de l'UNICEF.	Néant	Allégations non étayées.
<i>Exploitation et atteintes sexuelles</i>				
234	Asie de l'Est et Pacifique	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre un enfant par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
235	Europe et Asie centrale	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre des bénéficiaires par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
236	Afrique de l'Est et australe	Faits d'agression sexuelle et de harcèlement sexuel commis contre une personne en stage auprès d'un partenaire de réalisation par un membre de son personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
237		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'un enfant par d'anciens membres du personnel d'un partenaire de réalisation participant à un programme de nutrition.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
238		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel du fournisseur contre des participants à une manifestation organisée par l'UNICEF.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le fournisseur.
239		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre une bénéficiaire dans un camp de réfugiés par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
240		Rapports sexuels monnayés entre des bénéficiaires et un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
241		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel d'une autre entité des Nations Unies.	Néant	Renvoi à une autre entité des Nations Unies.
242		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'un enfant par des membres du personnel d'un partenaire public de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
243		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
244		Avances déplacées pouvant avoir un caractère sexuel faites à un(e) bénéficiaire et personne rescapée de violences fondées sur le genre par des membres du personnel du partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
245		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation ayant eu pour effet qu'une bénéficiaire a été mise enceinte.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
246	Amérique latine et Caraïbes	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants par d'anciens membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
247		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
248	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Rapports sexuels monnayés entre des bénéficiaires dans un camp de réfugiés et des membres du personnel d'un fournisseur.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le fournisseur.
249		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre un ou une bénéficiaire adulte dans un camp de réfugiés par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
250		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre des bénéficiaires par des membres du personnel d'un partenaire public de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
251		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
252		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants dans un camp de déplacés par des membres du personnel d'un partenaire public de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
253		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre un ou une volontaire et des bénéficiaires locaux par le personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
254		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants dans un camp de réfugiés par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
255		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre une personne réfugiée par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
256	Asie du Sud	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre des bénéficiaires potentiels par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le fournisseur.
257	Afrique de l'Ouest et centrale	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'un enfant bénéficiaire par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
258		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants par des membres du personnel d'un fournisseur.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par les autorités locales et le fournisseur.
259		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		personnel d'une autre entité des Nations Unies.		question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations et ayant déjà été signalées à l'organe de contrôle compétent.
260		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'un enfant non accompagné par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
261		Rapports sexuels monnayés par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
262		Faveurs sexuelles accordées par des bénéficiaires à des membres du personnel d'un partenaire de réalisation en échange d'un emploi.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
263		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre un enfant par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
264		Rapports sexuels monnayés entre un membre de la population locale et un ancien membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Décès de l'ancien membre du personnel au cours de l'examen du dossier.
265		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles, dont la proposition de rapports sexuels monnayés, commis sur la personne d'un enfant par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
266		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'un enfant bénéficiaire par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
267		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre des membres de la population locale par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
268		Rapports sexuels monnayés par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
269		Rapports sexuels monnayés et faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants bénéficiaires par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
270		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre des enfants	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
271		bénéficiaires par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation. Sollicitation des services de travailleur(euse)s du sexe par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	mesures prises par le partenaire de réalisation. Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
272		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre un enfant de 16 ans par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Renvoi à une autre entité des Nations Unies.
273		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles, notamment des rapports sexuels monnayés, commis par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
274		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis contre une personne réfugiée par un(e) consultant(e).	Néant	Rapport d'enquête transmis au bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration. Renvoi à la Division des ressources humaines en cas d'emploi futur auprès de l'UNICEF.
275		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles sur la personne d'un enfant et faits de violence domestique commis par un membre du personnel d'une autre entité des Nations Unies.	Néant	Renvoi à une autre entité des Nations Unies.
276		Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis sur la personne d'enfants par des membres du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale des mesures prises par le partenaire de réalisation.
<i>Harcèlement sexuel</i>				
277	Asie de l'Est et Pacifique	Contacts physiques déplacés et commentaires à caractère sexuel de la part d'un membre du personnel envers un autre membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale. Renvoi à la Division des ressources humaines.
278		Faits de harcèlement sexuel commis contre un(e) ancien(ne) consultant(e) par un ancien membre du personnel.	Néant	Affaire classée, la victime n'ayant pas consenti à l'ouverture d'une enquête officielle.
279		Remarques déplacées et à connotation sexuelle faites par un(e) consultant(e) à l'endroit d'un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	Affaire classée, la victime n'ayant pas consenti à l'ouverture d'une enquête officielle.
280	Europe et Asie centrale	Contacts physiques déplacés et commentaires importuns de la part d'un membre du personnel envers une personne travaillant sous sa supervision.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Licenciement du membre du personnel, dont le nom a été ajouté à une base de données des Nations Unies servant à la vérification des antécédents

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
281	Afrique de l'Est et australe	Contacts physiques déplacées et remarques à caractère sexuel faites à l'endroit d'un(e) consultant(e) de l'UNICEF par un membre du personnel d'un partenaire public de réalisation.	Néant	en matière d'inconduite sexuelle. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
282		Faits potentiels de harcèlement sexuel commis contre un membre du personnel lors d'une réception par un membre du personnel d'une autre entité des Nations Unies.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations.
283	Siège	Courriel déplacé de nature romantique adressé à un membre du personnel par un ancien membre du personnel.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.
284	Amérique latine et Caraïbes	Avances déplacées à caractère sexuel faites à un membre du personnel d'un partenaire de réalisation par un(e) consultant(e).	Néant	Rapport d'enquête transmis à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
285		Propos déplacés, cris et contacts physiques non désirés de la part d'un(e) consultant(e) à l'endroit d'un membre du personnel de l'UNICEF.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
286	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Échanges déplacés d'un membre du personnel avec ses collègues et les autorités nationales.	Néant	Allégations non étayées.
287		Menaces répétées, harcèlement et harcèlement sexuel par un membre du personnel à l'endroit de deux autres membres du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
288		Faits de harcèlement sexuel verbal commis par un membre du personnel d'un partenaire de réalisation.	Néant	À des fins d'enregistrement. Aucune autre mesure n'a été nécessaire, les allégations en question ne relevant pas du champ de compétences du Bureau de l'audit interne et des investigations.
289	Asie du Sud	Harcèlement sexuel d'un(e) Volontaire des Nations Unies et abus d'autorité dans le cadre d'une procédure de recrutement, par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée, la victime n'ayant pas consenti à l'ouverture d'une enquête officielle. Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration concernant la procédure de recrutement.
290		Échanges déplacés entre un membre du personnel et un(e) vacataire, notamment des avances non désirées et des invitations à se voir en dehors du travail.	Néant	Affaire classée, la victime n'ayant pas consenti à l'ouverture d'une enquête officielle.
<i>Utilisation non autorisée ou frauduleuse ou gaspillage de fonds ou biens appartenant à l'UNICEF</i>				
291	Asie de l'Est et Pacifique	Utilisation malavisée des fonds de l'organisation par le recours excessif à	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
292		des services de conseil par un membre du personnel. Utilisation de fonds de petite caisse par un membre du personnel, à des fins personnelles.	2 279,85	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
293	Afrique de l'Ouest et centrale	Détournement par un membre du personnel de fonds crédités sur des cartes carburant prépayées.	349,40	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Licenciement du membre du personnel, qui a également été sommé de rembourser l'UNICEF.
294		Négligence dans la façon dont un ancien membre du personnel s'est occupé de biens de l'UNICEF.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
<i>Activités extérieures non autorisées et conflits d'intérêts</i>				
295	Asie de l'Est et Pacifique	Non-présentation, par un membre du personnel, d'une demande d'autorisation d'exercer une activité en dehors de l'UNICEF.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
296	Afrique de l'Est et australe	Non-présentation, par un membre du personnel alors employé par l'UNICEF, d'une demande d'autorisation de créer une entreprise.	Néant	Renvoi à la Division des ressources humaines.
297		Emploi non autorisé d'un membre du personnel auprès d'une société privée.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
298	Siège	Création non autorisée, par un membre du personnel, d'un site Web affilié à l'UNICEF.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
299		Emploi non autorisé d'un membre du personnel auprès d'une organisation extérieure.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
300		Diverses activités extérieures non autorisées menées par un membre du personnel, dont certaines concernaient des entités tierces dans lesquelles cette personne détenait quelque intérêt.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
301		Création non autorisée d'un site Web affilié à l'UNICEF par un membre du personnel.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
302		Création non autorisée d'un site Web affilié à l'UNICEF par un membre du personnel.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
303	Amérique latine et Caraïbes	Participation non autorisée d'un membre du personnel au conseil d'administration d'un fournisseur de l'UNICEF, la personne en question ayant dans le même temps recommandé à d'autres	Néant	Allégations non étayées.

<i>N^{oa}</i>	<i>Région de l'UNICEF/lieu^b</i>	<i>Nature de l'affaire</i>	<i>Perte financière avérée pour l'UNICEF (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Résultat de l'enquête/Mesure disciplinaire</i>
		membres du personnel de suivre des formations proposées par ce fournisseur.		
304	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Activités extérieures non autorisées, malversations et conduite répréhensible de la part d'un membre du personnel.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
305	Asie du Sud	Location à un partenaire de réalisation de véhicules par leur propriétaire, un membre du personnel qui s'est également immiscé dans le recrutement de partenaires de réalisation.	Néant	Renvoi à un bureau de l'UNICEF pour intervention de l'administration.
306	Afrique de l'Ouest et centrale	Emploi non autorisé d'un membre du personnel auprès d'une entité publique.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion. Blâme écrit reçu par le membre du personnel, qui a perdu quatre échelons de classe.
307		Activités extérieures non autorisées menées par un membre du personnel auprès de trois organisations non gouvernementales différentes, dont un partenaire de réalisation.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
308		Manquement de la part d'un membre du personnel, qui n'a pas signalé l'existence d'un lien familial avec un membre du conseil d'administration d'un partenaire de réalisation.	Néant	Rapport d'enquête transmis à la Directrice générale adjointe chargée de la gestion.
309		Intérêts économiques dans le gouvernement et la riposte à la COVID-19 et manque d'intégrité d'un membre du personnel ayant amené l'auteur de la plainte à refuser d'accepter d'être sous la supervision de la personne en question.	Néant	Affaire classée après une évaluation initiale.
<i>Allégations délibérément mensongères</i>				
310	Autre	Fausse déclarations faites aux enquêteurs par le personnel d'une autre entité des Nations Unies.	Néant	Évaluation initiale des allégations menée à terme et communication des résultats par renvoi à une autre entité des Nations Unies pour suite à donner.

^a Les numéros des entrées du tableau correspondent aux numéros des dossiers internes du Bureau de l'audit interne et des investigations.

^b Les régions et autres lieux correspondent aux régions de l'UNICEF et autres lieux ; l'appellation « Autre » correspond à des entités hors UNICEF.